

I. Les institutions impliquées dans le financement rural et agricole dans la sous-région

Cette étude cherche à esquisser les interventions des instances gouvernementales, du secteur privé, des agences décentralisées et des bailleurs de fonds en matière de promotion de l'accès équitable au financement responsable de la filière coton dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La plupart des références et des études de cas se rapportent aux deux pays – le Mali et le Burkina Faso – où auront lieu les projets-pilotes BCI.

Sommaire et conclusions du groupe de travail du 1^{er} GTR pour l'AOC

Les institutions financières les plus importantes pour la filière coton dans la sous-région sont :

- Les banques commerciales (et égreneurs, sociétés cotonnières)
- Les institutions de micro finance (IMF), systèmes financiers décentralisés (SFD)
- Les réseaux de coopératives d'épargne et de crédit
- Les usuriers et les notables
- Les « tontines » (associations non formelles d'épargne et de crédit) - tontine mutuelle, tontine financière, tontine commerciale, crédit à la journée ou hebdomadaire, crédit des commerçants et crédit des parents et amis)

Ces institutions fournissent plusieurs services financiers liés à l'exploitation. (Sous la rubrique de « crédit de campagne » sont souvent regroupés : le crédit intrants (céréales, coton), le crédit équipement et le crédit commercialisation):

- Crédit intrants céréales
- Crédit intrants coton
- Crédit d'équipement
- Crédit de commercialisation
- Compte d'épargne

Néanmoins, il reste une gamme de services financiers, qui ne sont pas directement liés à l'exploitation et qui ne sont pas fournis en général, notamment:

- Crédits de soudure (ex: pour besoins personnels)
- Assurances agricoles (intempéries)
- Assurances santé et décès

Gouvernement

Burkina Faso

Sans omettre sa qualité d'actionnaire majoritaire de la SOFITEX (la société cotonnière burkinabè la plus importante), l'Etat burkinabè participe directement ou indirectement au développement du secteur coton par le biais notamment du Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA) qui abrite la structure interministérielle du Secrétariat Permanent de Suivi de la Filière Coton Libéralisée (SP/SFCL), ou encore par le biais du Ministère de l'Agriculture des Ressources Halieutiques et de l'Hydraulique (MAHRH) avec le SP/CPSA ou encore par le biais de

l'INERA en sa qualité de maître d'ouvrage de la plupart des programmes et projets de développement du secteur coton. Plus généralement l'état joue un rôle essentiel dans la mise en place d'un cadre légal et réglementaire adapté au développement de la filière ainsi qu'à la création d'infrastructures.

La réforme de la filière coton a permis en 2007 la création d'un « fonds de lissage », avec le soutien de la Banque Mondiale. Des financements ont été sollicités auprès de tous les partenaires du Burkina Faso, pour permettre à ce fonds de stabiliser les revenus des producteurs.

Le Ministère de l'Economie et des Finances assure la tutelle des systèmes financiers décentralisés. Pour assumer cette fonction, un Service de Suivi et de Contrôle des Institutions Financières Décentralisées a été créé au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Le Gouvernement du Burkina Faso, avec l'assistance technique et financière du PNUD / FENU (par le biais du programme PRESEM), d'autres partenaires financiers, a doté le secteur d'une Stratégie Nationale de Microfinance (SNMF) 2006-2010. La vision de la SNMF est de faire de la microfinance un véritable outil de lutte contre la pauvreté, viable, durable, diversifié tant sur le plan institutionnel que sur le plan de l'offre de produits et de services et opérant dans un environnement socioéconomique, légal, réglementaire et fiscal favorable à son développement en 2010.

Mali

Le financement rural au Mali a, jusqu'à une date récente, été entièrement soutenu par les fonds publics maliens. Le crédit agricole a longtemps concerné l'approvisionnement en intrants agricoles et équipement. Pourtant, l'impossibilité pour l'état malien de continuer d'accumuler des déficits budgétaires sur plusieurs années n'a laissé d'autre option que la privatisation de ces sociétés publiques (et para-publiques) agricoles. Avec le retrait des sociétés publiques, le financement rural a vu arriver de nouveaux acteurs financiers. Plusieurs initiatives ont été prises ces dernières années pour pallier les faiblesses du secteur (micro)financier:

- La Banque Malienne de Solidarité (BMS) a été créée en 2002 par les IMF maliennes pour faciliter leur refinancement,
- La Banque Régionale de Solidarité (BRS/Mali) a pour rôle également le refinancement des IMF maliennes,
- Le Programme de Développement du Secteur Financier (PDSF) initié par la Banque Mondiale,
- Le projet Mali Finance (USAID) participe à la promotion de la transparence du secteur et à sa professionnalisation

Au Mali, la Cellule d'Appui et de Suivi/Système Financier Décentralisé (CAS/SFD), créée en 1999 et rattachée au Ministère des Finances, est chargée de la supervision des IMF et

approuve leurs statuts, reçoit des rapports financiers trimestriels et mène des missions de contrôle. Le Groupe Consultatif National pour la microfinance (créé en 1998) et l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance (APIM créée en 1999) complètent la structure d'encadrement des IMF du pays.

La Loi d'Orientation Agricole (LOA), promulguée le 5 septembre 2006, met un accent particulier sur le financement de l'agriculture et envisage la création d'un Fonds National de Développement Agricole. Les objectifs spécifiques du Fonds sont précisés dans la LOA en termes de financement : des activités de recherche, conseil et de formation agricoles ; de l'appui au renforcement des capacités des acteurs de la profession agricole et des interprofessions, et des opérateurs péri-agricoles ; de la promotion des filières agricoles ; de l'appui à l'installation des jeunes exploitants agricoles ; des activités de préservation de l'environnement ; de l'intensification et de la diversification des productions agricoles ; de la facilitation de l'accès aux crédits agricoles et péri-agricoles ; de la promotion de la commercialisation, de la transformation et des exportations de produits agricoles.

Les institutions bancaires

Burkina Faso

Le secteur bancaire et financier au Burkina Faso comprend, en plus de l'agence principale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les banques commerciales, l'antenne nationale de la Banque Régionale de Solidarité et les établissements financiers. Le secteur bancaire formel se caractérise par la présence de 13 banques et établissements financiers : BCB, BIB, BICIA-B, BOA, Burkina Bail, CNCA-B, CNE, Ecobank, FIB, SBE, SGBB, SOBCA, SOBFI.

La Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) est l'institution la plus importante en matière de crédit-intrants dans la filière coton. Cela dit, la gamme de crédits octroyés par la BACB s'adapte aux différents segments d'une clientèle assez diversifiée:

- Particuliers : les crédits à la consommation ; les crédits à l'équipement
- Professionnels et entreprises : trésorerie ; investissements
- Groupement Villageois et coopératives : les crédits aux facteurs de production ; les crédits culture attelée ; les crédits investissements et équipements ; les crédits aux coopératives et SFD

En août 2008, le groupe ECOBANK a absorbé la BACB à hauteur de 90% du capital. Une partie de la Banque Internationale du Burkina Faso (BIB) est également en cours de cession.

Mali

Le financement rural au Mali est assuré essentiellement par un *pool* bancaire dont le chef de file est la BDM-SA. Les principales banques sont :

- Banque de Développement du Mali (BDM-SA)
- Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)
- Banque Internationale pour le Mali (BIM-SA)
- ECOBANK – Mali
- Bank Of Africa Mali (BOA)

La BNDA reste le premier partenaire financier du monde rural au Mali et prend une place centrale dans l'approvisionnement des crédits de campagne dans le cadre du consortium (*pool*) bancaire pour l'achat du coton-graine. Le capital social de la BNDA se compose de 7.213 actions nominatives qui sont réparties comme suit : la République du Mali (36,48%), l'Agence Française de Développement – AFD (22,67%), la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft GmbH – DEG (21,43%), et la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (19,42%),

Les institutions de micro finance (IMF) et les systèmes financiers décentralisés (SFD)

La microfinance dans la sous-région

La loi PARMEC¹, qui vient en dérogation à la loi bancaire, définit les conditions d'activité et les modalités de supervision des IMF dans la sous-région. Elle a été adoptée par tous les états de l'UMOA fin 1993 et fixe notamment le taux d'usure à 27%, exonère les IMF de la plupart des impôts et réserve l'exercice des activités de microfinance aux structures mutualistes. Les structures associatives ou commerciales pouvant toutefois signer des conventions-cadre quinquennales avec le Ministère de l'Economie et des Finance du pays concerné.

Centre d'Innovation Financière (CIF)

La CIF, société anonyme dont le siège est à Ouagadougou au Burkina Faso, est une organisation faîtière regroupant 6 réseaux de caisses d'épargne et de crédit d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Bénin, Mali, Togo et Sénégal). Elle a pour mission de fournir à ses réseaux membres des leviers techniques et financiers en utilisant l'innovation financière et organisationnelle. Cette mission est exécutée à travers la recherche et le développement de produits et services financiers adaptés, leurs expérimentations et leurs implantations aux conditions locales. Les 6 institutions financières mutualistes de la CIF regroupent :

¹ Projet d'Appui à la Réglementation des Mutuelles d'Epargne et de Crédit

- Fédération des Caisses Populaires du Burkina Faso (FCPB)
- Fédération des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel du Bénin (FECECAM)
- Faïtière des Unités des Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo (FUCEC)
- Kafo Jiginew du Mali
- Nyèsigiso du Mali
- Union des Mutuelles pour le Partenariat pour la Mobilisation de l'Épargne et du Crédit du Sénégal (UM-PAMECAS)

Au 31 décembre 2006, la CIF comptait 1.814.000 membres, dont 725.000 femmes, répartis sur 635 points de distribution. Le portefeuille de crédit s'élevait à €151 millions et l'épargne à €175m. Le total des actifs était de €243m. Dans leur zone d'intervention, les réseaux de membres de la CIF représentent près de 70% du marché de la microfinance.

Burkina Faso

En Janvier 2008, la Direction de la Microfinance du Burkina Faso, structure chargée de la surveillance et du contrôle des institutions de microfinance, dénombrait 70 institutions de microfinance (faitères) au Burkina Faso. En outre, il faut noter que le secteur de la microfinance s'urbanise de manière croissante et se développe avec une demande estimée à 1.026.410 clients au 30 juin 2008. A la même période, l'encours de crédit était de 45 milliards de FCFA tandis que le montant des dépôts s'élevait à 59 milliards de FCFA.²

Quatre types d'IMF assurent l'offre de produits et services financiers : les institutions d'épargne et de crédit ; les expériences de crédit direct ou « solidaire » ; les projets à volet à crédit et les ONG ou associations, et les Fonds gouvernementaux de financement. En réponse aux besoins de financement de sa clientèle, les IMF offrent une gamme variée de crédits. Les principales catégories de crédits offerts sont :

- le crédit de consommation ou social (avance sur salaire, petit équipement, amélioration de l'habitat, événements sociaux, etc.) ;
- le crédit immobilier (réalisation d'habitation) ;
- le crédit PME/PMI (création d'entreprise, besoins d'investissements, besoins de fonds de roulement) ;
- le crédit destiné au financement des Activités Génératrices de Revenus (petit commerce, transformation de produits, petite restauration, etc.) ;
- le crédit agricole (intrants, équipements) ;
- le crédit artisanat (équipement, fonctionnement, approvisionnement) ;
- le crédit de groupe (AGR, crédit agricole pour activités collectives).

² cf APIM-BF (www.apim-burkina.bf) et Document de Stratégie Nationale de Microfinance adoptée en février 2006 par le Gouvernement

La plupart des crédits sont généralement de court terme et n'excèdent pas 12 mois. Cependant, compte tenu de leur taille et/ou de leur spécificité (RCPB notamment), certaines institutions, fournissent des prêts de plus longue durée allant jusqu'à 36 et 60 mois. Le montant des crédits est généralement fonction de la nature du crédit et varie entre 10.000 FCFA et 3.000.000 FCFA.

Globalement, le secteur de la microfinance au Burkina Faso présente les principales caractéristiques suivantes :

- l'offre est fortement concentrée au niveau de quelques institutions et d'un réseau en particulier le RCPB (plus de 75% de part de marché) et au niveau de quelques régions ;
- le financement rural s'avère marginal ;
- le crédit, essentiellement de court terme, fait une place prépondérante au financement du petit commerce, notamment celui pratiqué par les femmes ;
- le secteur comporte aussi d'autres actions de financement décentralisé moins formelles et non officiellement reconnues.

Le Réseau des Caisses Populaires (RCPB)

Le RCPB est une institution de type mutualiste qui représentait en 2006 plus de 535.000 membres soit environ 60% des clients d'IMF. Au niveau national, 32,9 milliards d'épargne sont mobilisés - soit près de 80% de l'épargne collectée par les institutions de microfinance - et 33,2 milliards de crédits sont octroyés soit environ 70% de l'ensemble des crédits du secteur de la microfinance. Le RCPB est donc l'institution de microfinance la plus importante au plan national. Depuis 2003/4 elle collabore avec SOFITEX dans le financement du crédit-intrants dans la filière coton.

A part les crédits-programme pour le coton, le RCPB offre les produits de crédit spécifiques suivant :

1. Le Programme Crédit Epargne avec Education (P/CEE). Il permet aux femmes démunies du milieu rural de se constituer en petits groupes appelés caisses villageoises, et d'acquérir des crédits leur permettant d'exercer des activités génératrices de revenus ;
2. L'Association de Crédit Intermédiaire (ACI). Elle permet aux femmes regroupées au sein des Caisses Villageoises d'accéder à des montants de crédit plus importants ;
3. Le Crédit Féminin en Milieu Urbain (CFMU). Il permet de satisfaire les besoins de crédit des femmes du milieu urbain et péri-urbain exerçant des activités génératrices de revenus.

Dans la région Boucle du Mouhoun (zone SOFITEX), par exemple, dix animatrices RCPB œuvrent pour établir des caisses villageoises afin de rapprocher les services financiers des communautés exclues et des femmes en particulier,

Mali

Les activités de microfinance ont démarré au Mali avec la création, en 1986, des CVECA (Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Agricole) du Pays Dogon suivie, en 1987, de Kafo Jiginew (« l'union des greniers ») dans la zone cotonnière. Mais c'est dans les années 90 que le secteur connaît une réelle expansion avec la création de nombreuses institutions sous l'impulsion de plusieurs bailleurs de fonds et opérateurs étrangers (AFD, ACDI, BM, GTZ, Agence Luxembourgeoise d'Appui au Développement (ADA), USAID, Ambassade des Pays Bas, Terrafina) et avec la formalisation du cadre juridique d'exercice des activités de microfinance.

Dans les années 90 se sont développés les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) qui opèrent de manière déconcentrée dans les diverses régions administratives et zones agricoles du Mali. L'intervention de ces SFD dans le crédit agricole, qui continue et complète celle de la BNDA, continue de se développer. Les SFD sont aujourd'hui surtout constitués de structures mutualistes, de structures de crédit solidaire (type « Grameen Bank ») et de réseaux de CVECA installés dans certaines régions du pays.

Tandis que la BNDA finance aussi bien les crédits à court terme que les crédits à moyen et long termes, les SFD se limitent, compte tenu de leur surface financière et des risques, au financement des crédits de campagne. Deux SFD toutefois font exception à cette règle : Kafo Jiginew et la Fédération de Caisses Mutuelles Rurales du Delta (FCMRD).

Le tableau suivant indique les 12 SFD qui représentent 90 % de l'encours de l'ensemble des SFD intervenant au Mali. Le taux d'intérêt maximum autorisé pour les SFD est de 27% l'an, mais l'on constate que certains SFD dépassent ce plafond.

Les SFD au Mali (2004)

SFD	Type de SFD	Montant (1000 FCFA)	% du marché
Kafo Jiginew	Mutuelle (coton)	12 000	33,06
Nyèsigiso	Mutuelle (céréales)	4 660	12,83
Jemeni	Mutuelle	3 183	8,76
CAECE	Mutuelle	3 134	8,63
FCRMD	Mutuelle	2 622	7,22
CVECA/ON	Caisse villageoise	2 144	5,90
Kondo Jigima	Mutuelle	1 641	4,52
Piyeli	Groupe solidaire	896	2,46
Niako	Mutuelle	762	2,10
Misselini	Groupe solidaire	682	1,87
Jigiyaso Ba	Mutuelle	601	1,65
Soro Yiriwaso	Groupe solidaire	518	1,42

Source : Financement de l'équipement des producteurs et des intrants : Point de vue des banques et la micro finance, Dr Bino TEME, DG/IER, 2006

Réseaux de coopératives d'épargne et de crédit

Caisses généralistes d'épargne et de crédit

Les Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées (connues sous le nom de CVECA - voir ci-dessus) sont prédominantes dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest et peuvent s'avérer viables même dans des zones éloignées et d'accès difficile.

Par exemple, le réseau de CVECA dans la région de Nioro au Mali compte plus de 9.000 emprunteurs et épargnants actifs. Le réseau est financièrement pérenne et son portefeuille est de qualité. Les CVECA sont organisées en réseaux qui empruntent auprès d'une banque faîtière et rétrocèdent les prêts aux CVECA individuelles. Les fonds de crédit proviennent également de l'épargne des membres.

Un centre d'appui indépendant (Caisse rurale d'épargne et de crédit - CAREC, qui a repris cette fonction de l'ONG française CIDR), assure l'audit et la formation sur une base forfaitaire et remplit aussi les fonctions indispensables d'appui permanent. La vocation villageoise des CVECA leur permet de diminuer leurs coûts d'exploitation. Chaque village fixe ses propres taux d'intérêt et produits de prêt, ce qui contribue à garantir que ces derniers sont adaptés aux activités agricoles locales. Les CVECA contribuent aussi à la modicité des coûts. La collaboration avec les associations villageoises d'agriculteurs pour évaluer le profil des clients, fixer les garanties de crédit et les échéanciers de remboursement des adhérents des CVECA, contribue à améliorer l'efficacité du suivi.

Rôle des organisations de producteurs (OP)

Les OP jouent un rôle clé dans l'accès au financement dans les zones cotonnières de la sous-région. En d'autres termes, la dette des zones cotonnières est gérée à travers les OP. Ce sont elles qui assurent les remboursements de cette dette, en prélevant sur les revenus du battage (soit les revenus directs de l'activité de l'OP, soit la taxe prélevée par l'OP sur les batteuses privées du village). Le poids du remboursement de cette dette reste important dans un nombre significatif de villages. Une évaluation précise de cette dette reste à faire.

Leur contribution directe aux systèmes financiers varie selon les villages et les institutions financières. L'OP peut assurer un rôle de caution solidaire du crédit intrant et peut participer activement au recouvrement du crédit, allant jusqu'à l'organisation du recouvrement « bord champ » au moment de la récolte. Dans certains cas, c'est l'OP qui « réalise la garantie » des emprunteurs défaillants en mettant leur parcelle en location pour une période donnée. Des cas où l'OP préfinance le remboursement du crédit sur ses fonds propres, pour sécuriser l'accès aux intrants, et se retourne ensuite vers les débiteurs individuels ont également été mentionnés. Dans d'autres cas, l'OP considère que si elle peut effectivement jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la « caution solidaire », il est aussi important que la fonction de financement soit en

dernier ressort confiée aux IMF qui détiennent le pouvoir de mobiliser une force de recouvrement légal, extérieure, alors que le pouvoir de l'OP est limité par la nécessité de gérer les solidarités internes.

Cette situation de coopération entre l'OP et le système de financement n'est pas systématique. On observe des situations de non-coopération et des situations de conflit entre OP et système financier. Les observations disponibles conduisent à poser l'hypothèse selon laquelle le bon fonctionnement du système financier dans un village est largement lié à la coopération entre OP et système financier.

I I. Accès au financement pour les exploitations familiales dans les zones cotonnières

Sommaire : Acteurs clés dans le financement de la culture cotonnière au Burkina Faso et au Mali		
	Burkina Faso	Mali
Institutions bancaires	Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB)	Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)
Institutions de microfinance présentes dans la filière	RCPB, UCEC-Z et PAMF	Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Jemini, Nyésigiso, CVECA, CANEF (dont Kafo Jiginew est de loin la plus importante pour le coton)
Sociétés cotonnières	SOFITEX, Faso Coton, SOCOMA	CMDT
Organisations de producteurs	UNPCB – réseau de groupements (au niveau du village – GPC, <i>groupement de producteurs de coton</i> , anciennement GV, <i>groupements villageois</i>)	Réseau des coopératives de producteurs de coton – SCPC, UC, US, UR (au niveau du village – APC et CPC, <i>associations / groupements de producteurs de coton</i> , anciennement AV, <i>associations villageoises</i>)

Historiquement, la production de coton en Afrique de l'Ouest et du Centre, culture de rente dont l'accès au marché est assuré par une infrastructure de commercialisation, a facilité la monétarisation des économies locales et a progressivement permis la collecte d'une épargne rurale. Par conséquent, les zones rurales cotonnières figurent parmi les plus dynamiques en matière d'intermédiation financière. Maintenues sous forme plus ou moins intégrées, les filières coton, refinancées par le secteur bancaire, constituent la principale source de crédit des exploitations agricoles familiales.

Dès la fin des années 1990 les premières institutions d'épargne et de crédit rural sont apparues dans les zones cotonnières du Burkina Faso et du Mali. Ces zones semblent être devenues le siège d'une concurrence importante entre institutions financières de nature différente ; des banques à la microfinance. Au Mali on recense ainsi, outre les dispositifs particuliers à la filière coton, six institutions de microfinance présentes dans les zones cotonnières : Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Jemini, Nyésigiso, CVECA, CANEF. Kafo Jiginew est de loin la plus importante. Au Burkina Faso, on en compte trois dans les zones cotonnières : le RCPB, l'UCEC-Z et, nouvellement arrivée, la PAMF soutenue par l'Aga Khan.

La problématique du développement de la finance rurale dans les zones cotonnières ouest-africaines fait l'objet de nombreux travaux, parmi lesquels ceux de l'IRAM³⁴. Qui plus est, les zones cotonnières du Bénin, du Burkina Faso et du Mali sont, depuis de nombreuses années, le siège d'interventions dans les domaines de l'appui-conseil aux organisations de producteurs agricoles, de la gestion des ressources naturelles ou des approches par filières.

À noter, pour la plupart de la population rurale dans les zones cotonnières, le coton demeure le *passage obligé pour l'accès au crédit de campagne*. Cela dit, il existe aussi un petit nombre de grandes familles, mieux dotés en animaux et équipements attelés ou qui bénéficient de revenus de parents émigrés, qui ne sont plus contraintes d'avoir recours aux prêts gagés sur le coton.

Encadré : Le système de crédit coton – la « caution solidaire »

Pour faciliter l'accès aux intrants agricoles nécessaires à la culture cotonnière, un système de financement sous forme de crédit-commercialisation a été mis en place avec le relais d'organisations de producteurs dans tous les pays de la sous-région il y a plusieurs décennies. Ce système de financement est appliqué avec différentes variantes et constitue le principal mode d'accès au financement des exploitations agricoles des zones cotonnières ouest africaines.

Le principe est simple. La société cotonnière livre en début de campagne des semences, des engrais, des pesticides et du matériel. Par la suite, elle en suit la bonne utilisation grâce à ses encadreurs. Enfin, la société cotonnière, en lien avec la commercialisation qu'elle organise en direct ou à travers des organisations de producteurs, elle défalque l'échéance du crédit sur la valeur du coton livré.

L'accompagnement des associations, la formation à la gestion de leurs membres, voire la possibilité d'une validation externe de leurs comptes constituent, dans ce système, des facteurs importants pour assurer une transparence de leur gestion et pour viabiliser le système de crédit. La fonction intrant et le crédit qui l'accompagne constituent ainsi la clé de voute de la filière. Il faut à cet égard rappeler que pour le producteur, les intrants représentent en valeur entre 30 et 35% de la valeur du coton-graine⁵.

Le crédit coton au Burkina Faso

La Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB) est l'institution financière la plus importante du système coton burkinabè. Outre la BACB, trois institutions de microfinance interviennent dans le financement des intrants coton au cours des campagnes cotonnières. Il s'agit principalement du :

- Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB)

³ « Kafo Jiginew au Sud Mali : un partenariat du crédit coopératif au long terme », IRAM, Paris, 2004

⁴ Gentil D. & Fournier Y., 1993 : *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*, Syros, Paris; Gentil 2004; *La caution solidaire, une histoire ancienne* in Guérin I. & Servet J.M. Exclusion et liens financiers, Rapport du Centre Walras 2003, Economica, Paris; Lapenu C., Fournier Y., Ichanjou P., 2004 : *Potentialités et limites de la caution solidaire* in Guérin I. & Servet J.M. Exclusion et liens financiers, Rapport du Centre Walras 2003, Economica, Paris

⁵ Diagnostic de la filière coton et identification d'axes stratégiques, août 2007, gouvernement du Burkina Faso

- L'Union Régionale des Coopératives d'Épargne et de Crédit du Zoundwéogo (UCEC/Z)
- La Première Agence de Microfinance (PAMF), du groupe Aga Khan

La SOFITEX – la plus grande société cotonnière au pays – ainsi que les deux autres sociétés égreneurs (Faso Coton et SOCOMA) sont toujours obligées d'intervenir dans le financement car ces deux banques réunies ne répondent qu'à peine à plus de la moitié des besoins de financement du secteur.

Les conditions d'octroi du crédit intrant coton, la réforme des GV en GPC (groupement plus petits constitué sur la base de l'affinité entre ses membres) et la mise en place des comités de crédit à différents niveaux (GPC, département, province, régional) ont permis, jusqu'à présent, à la BACB, au RCPB et aux autres institutions de financement du crédit-intrant coton (UCEC-Z, PAMF, sociétés cotonnières) d'atteindre des taux de récupération avoisinant 100%.

Concernant le crédit-équipement, les producteurs choisissent les équipements sur une liste agréée. La banque délivre le bon de commande aux fournisseurs et ces derniers adressent la facture à la banque directement qui la règle et l'impute sur le compte des GPC. Le taux d'intérêt est de 9% et les producteurs sont exonérés de la Taxe sur les Activités Financières (TAF).

En ce qui concerne les intrants céréales c'est l'UNPCB qui organise la commande globale. La société cotonnière n'avalise pas le crédit demandé par l'UNPCB pour assurer cette commande. La banque demande comme garantie la caution solidaire des GPC et la domiciliation des recettes du coton à leur niveau. Le suivi de la commande (signature des bordereaux de livraison et factures) est assuré par l'UNPCB avec l'appui de la société cotonnière.

Paiement du coton : les sociétés cotonnières et les institutions financières en particulier accusent souvent du retard dans le paiement du coton (1 à 4 mois). Concernant les impayés, les banques cherchent à comprendre les causes et à distinguer les responsabilités. Parfois, les impayés ne sont pas dus à la mauvaise volonté du groupement mais à des causes externes. Il n'existe pas jusqu'à présent de mécanisme d'assurance décès et d'assurance calamités naturelles, mais selon la BACB de tels mécanismes devraient être mis en place.

La Banque Agricole et Commerciale du Burkina (BACB)

Disposant de 19 agences sur le territoire, la BACB présente le niveau le plus important de financement de la filière cotonnière. Elle intervient sur l'ensemble des zones cotonnières et a effectué les financements suivants :

Financement intrants coton BACB dans la zone SOFITEX

Campagne	Engagements	Taux	Intérêts versés	Capital
2004/2005	22 434 813 790	10%	2 039 528 526	20.395.285.264
2005/2006	26 053 185 241	9%	2 151 180 433	23.902.004.808
2006/2007	26 218 576 917	9%	2 164 836 626	24.053.740.291
2007/2008	28 279 359 784	9%	2 334 993 010	25 944 366 774
Total	102 985 935 732		8 690 538 595	94 295 397 137

Source : DICA SOFITEX, 2007

Financement intrants coton BACB dans la zone Faso-Coton

Campagne	Engagements	Taux	Intérêts versés	Capital
2004/2005	593 175 045	10%	59 317 504	533 857 541
2005/2006	595 245 227	9%	49 146 689	546 096 538
2006/2007	602 687 912	9%	49 763 222	552 924 690
Total	1 791 108 184		158 229 415	1 632 878 769

Source : Faso-Coton, 2007

Ces dernières années, la production cotonnière au Burkina Faso est passée de 254 224 tonnes en 1999/2000 à 713 000 tonnes en 2005/2006. Cette augmentation a induit un accroissement des besoins de financement (intrants et crédits de campagne) passant de 28 à 42 milliards de FCFA au cours de la même période. En 1999/2000, 34% de ces besoins avaient été couverts par le CNCA (maintenant BACB) et 66% par la SOFITEX qui se refinançait auprès du *pool* bancaire ou en utilisant sa propre trésorerie. Au cours de la campagne 2005/2006 sur la zone SOFITEX, la BACB a participé à hauteur de 57% et la RCPB (entrée dans le financement en 2003/2004) hauteur de 24%. Le solde - 19% ayant été couvert par la SOFITEX.

Le financement des producteurs de coton burkinabè par les IMF*Le Réseau des Caisses Populaires (RCPB)*

Le réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB) est fortement engagé dans le financement de la filière coton burkinabè. À l'instar de Kafo Jiginew au Mali, le RCPB collabore depuis la campagne 2003/4 avec une société cotonnière (SOFITEX) pour procéder à l'évaluation des besoins des producteurs constitués en GPC (groupements de producteurs de coton). Un processus d'évaluation, de validation et d'autorisation à quatre paliers faisant intervenir des professionnels de la SOFITEX, de l'Union des producteurs de coton du Burkina (UNPCB) et des caisses populaires permet ainsi une sélection judicieuse des emprunteurs. Ce processus de sélection rigoureux, de même que la domiciliation des recettes, sont les principaux facteurs qui contribuent au succès de cette opération de crédit.

Par ailleurs, même si la production de coton est principalement localisée dans l'ouest du pays, toutes les entités du RCPB participent à cette opération. En effet, une partie de leurs surplus de liquidité y est affectée par le biais de leur fédération. À la fin de la

campagne, les revenus d'intérêt sont répartis entre les entités participantes selon leur participation au *pool* de financement. Cette façon de faire permet une répartition des risques à travers le réseau et évite aux caisses situées dans la zone cotonnière une trop grande concentration de leur portefeuille dans le crédit coton. Par ailleurs, afin de réduire son exposition et la pression sur ses liquidités, le Réseau a initié, en collaboration avec le projet PMCA, une syndication avec une banque commerciale.

Concernant la campagne 2006/7, le RCPB est intervenu pour le financement des intrants coton de 1.503 GPC dans les régions cotonnières de Bobo-Dioulasso, de Banfora, de N'Dorola, et de Dédougou (zones dites SOFITEX). Cette intervention du RCPB a évolué de la façon suivante :

Evolution du financement des campagnes cotonnières par le RCPB

Campagne	No. de GPC	Nombre de membres	Engagements	Taux de récup.
2003/2004	334	10 000	2 100 118 523	99,99%
2004/2005	519	15 000	3 714 813 971	100%
2005/2006	1 401	42 000	9 713 104 204	99,94%
2006/2007	1 503	45 000	9 836 965 326	Nd
Total			25 365 002 024	

Source : URCPC, 2007

L'Union des Coopératives d'épargne et de Crédit du Zoundwéogo (UCEC-Z)

L'Union des Coopératives d'épargne et de crédit du Zoundwéogo est également une institution de microfinance de type mutualiste. En décembre 2006, le réseau comptait 17.668 bénéficiaires pour un encours d'épargne de 710m FCFA et un encours de crédit de 1.094m FCFA. L'UCEC-Z est une structure régionale et elle intervient dans deux provinces du Sud du Burkina-Faso (Zoundwouéogo et Nahouri).

L'UCEC-Z a commencé le financement de l'intrant coton depuis la campagne 2002/2003 avec la SOFITEX pour le financement de GPC. Depuis la privatisation de la filière, l'UCEC-Z a poursuivi ses activités de financement de l'intrant coton avec la nouvelle société cotonnière Faso Coton principalement dans deux provinces, le Zoundwéogo et le Bazéga.

L'offre UCEC-Z en matière de crédits intrants aux producteurs de coton est gérée en relation avec la société Faso Coton qui évalue les besoins, fournit les intrants et achète la production des agriculteurs. Le taux d'intérêt appliqué est de 8% constant et ce type de crédit est remboursé par une retenue sur les paiements de Faso Coton encaissée par l'UCEC-Z avant reversement du reliquat aux groupements.

L'intervention de l'UCEC-Z dans le financement de l'intrant coton a connu l'évolution suivante :

Evolution du financement des campagnes cotonnières par l'UCEC-Z

Campagne	Engagements
2004/2005	412 929 676
2005/2006	543 840 763
2006/2007	862 304 978
Total	1 819 075 417

Source : UCEC/Z et Faso-Coton, 2007

L'UCEC-Z utilise principalement les dépôts de ses membres pour le financement de cette activité. Elle a également eu recours à des lignes de crédits provenant de partenaires au développement et à des emprunts (notamment auprès de la Banque Régionale de Solidarité et de Banque Commerciale). Les engagements de l'union dans cette activité portent un surplus de 60% du total de son portefeuille d'activités. Malgré le taux de remboursement actuellement de 100%, il n'en demeure pas moins que le risque pris pour le financement d'une seule activité de la filière cotonnière en crise est très important ; en cas de crise et de non remboursement cette institution de microfinance serait immédiatement mise en péril.

La Première Agence de Microfinance (PAMF)

Cette structure est une nouvelle institution de microfinance créée sous la forme de fondation en juillet 2005 par le groupe Agha Khan. Son intervention dans le financement de la filière cotonnière date de la campagne 2006/2007 et porte sur un montant de 291 millions FCFA.

Le projet coton de la PAMF est mené en partenariat avec Faso Coton (dont les actionnaires incluent l'Aga Khan Fund for Economic Development - AKFED).

A noter que le premier projet de la PAMF (réalisé dans la filière sucre) vise les travailleurs saisonniers qui doivent donc trouver d'autres emplois hors-saison. Les deux projets – coton et sucre – cherchent à renforcer les structures établies de financement intrants, afin d'ajouter d'autres services et capacités.

Le financement par les sociétés cotonnières*Le financement du crédit intrant par la SOFITEX*

La SOFITEX est toujours obligée d'intervenir dans le financement des intrants car les institutions financières impliquées dans leur financement (BACB et RCPB pour la zone SOFITEX) ne répondent qu'à un peu plus de la moitié des besoins de financement du secteur.

Un bon de commande global est adressé aux fournisseurs d'intrants coton par la SOFITEX qui dispose d'une capacité d'expertise, d'analyse et de la logistique nécessaire pour s'assurer de la fiabilité des produits et de procéder à leur distribution. Pour éviter les retards de livraison, la SOFITEX commande 75% avant décembre puis les 25%

restant après la réunion du comité de crédit national qui a lieu en décembre. Le financement des intrants est assuré par un crédit fournisseur (180 à 270 jours) relayé par un crédit octroyé par le *pool* bancaire international.

Lors de la mise en place des intrants, des bordereaux de livraison sont signés par les producteurs. A la réception des bordereaux, la SOFITEX édite les factures, et envoie aux banques les factures correspondant aux GPC qui leur sont affiliés. En principe, les banques procèdent au refinancement du crédit intrant de la SOFITEX dès la réception des factures. Le crédit est alors imputé aux GPC au cas par cas. Dans la mesure du possible et avant d'accorder le crédit, les institutions financières vérifient que les signatures apposées sur les factures correspondent bien aux spécimens enregistrés à leur niveau.

Evolution des crédits intrants coton DICA (SOFITEX)

Campagne	Engagements**
2003/2004*	10 362 837 615
2004/2005*	13 252 037 094
2005/2006	8 006 741 185
2006/2007	7 835 033 851
Total	39 456 649 745

Source : DICA, 2007

* les campagnes 2003/2004 et 2004/2005 intègrent les GPC de Faso-Coton et de SOCOMA

** les chiffres sont inscrits en capital plus les intérêts.

Après le ramassage du coton, la SOFITEX édite les fiches de paye, déduction faite du remboursement des crédits qu'elle a octroyés et des intérêts correspondant. Elle les envoie aux banques et institutions de microfinance qui récupèrent également le montant de leur crédit et de leurs intérêts, avant de reverser le net sur le compte des GPC. A partir de la campagne 2004/2005, le taux de cession des crédits intrants a été ramené de manière uniforme sur l'ensemble du secteur de 10% à 9% suivant ainsi les propositions du Réseau des Caisses Populaires.

Les financements du crédit intrant par SOCOMA

La société cotonnière SOCOMA, au même titre que la SOFITEX, distribue les facteurs de production au bénéfice des groupements de producteurs de Coton sous forme de crédit. Ainsi, au titre des quatre dernières campagnes la SOCOMA a distribué les volumes de crédit intrant suivant :

Evolution des crédits intrants coton de la SOCOMA

Campagne	Nombre de membres	Engagements
2003/2004	28 361	2 174 183 846
2004/2005	38 754	3 532 970 354
2005/2006	48 703	3 493 713 498
2006/2007	-	4 494 000 000

Total	13 694 867 698
-------	----------------

Source : SOCOMA, 2007

Les financements du crédit intrant par Faso-Coton

La société cotonnière Faso-Coton obéit aux mêmes règles de fonctionnement que les deux précédentes sociétés cotonnières. Elle participe donc également au financement des intrants coton sous forme de crédits intrants aux GPC. Ainsi, au titre des trois dernières campagnes la société Faso-Coton a mis en place les volumes de crédit intrant suivant :

Evolution des crédits intrants coton de Faso-Coton

Campagne	Engagements
2004/2005	1 050 419 749
2005/2006	1 694 989 743
2006/2007	979 039 796

Source : Faso Coton, 2007

Récapitulatif des financements intrants de la filière coton

Institutions	2004/2005	2005/2006	2006/2007
SOFITEX	8 668 646 991	8 006 741 185	7 835 033 851
FASO COTON	1 050 419 749	1 694 989 743	979 039 796
SOCOMA	3 532 970 354	3 493 713 498	4 494 000 000
BACB	23 027 988 835	26 648 430 468	26 821 264 829
RCPB	3 714 813 971	9 713 104 204	9 836 965 326
UCEC-Z	412 929 676	543 840 763	862 304 978
PAMF	0	0	291 000 000
<i>Sous-total intrant coton</i>	<i>40 407 769 576</i>	<i>49 556 979 098</i>	<i>51 119 608 780</i>
UNPCB (intrant céréales)	3 500 000 000	3 428 737 400	4 200 000 000
TOTAL filière	43 907 769 576	52 985 716 498	55 319 608 780

Source : Diagnostic de la filière coton et identification d'axes stratégiques, août 2007, gouvernement du Burkina Faso

Le crédit coton au Mali

Quatre circuits de distribution des intrants coexistent au Mali:

1. En zone cotonnière, la fourniture par appels d'offres internationaux, lancés une fois par an par la CMDT et, depuis 2001, par le groupement des Syndicats pour assurer l'approvisionnement en intrants « non-stratégiques »
2. Les marchés de gré à gré passés entre les fournisseurs locaux et les groupements de producteurs (OHVN, Office du Niger) ou les plantations (canne à sucre)
3. Les producteurs maraîchers, associations villageoises et/ou leurs membres en zone coton et en zone riz s'approvisionnent au comptant sur le marché privé. Les distributeurs s'approvisionnent auprès des fournisseurs formels, mais aussi sur le marché parallèle généré par la revente par les paysans cotonniers des intrants reçus à crédit et par le trafic existant sur les intrants en provenance de Guinée ou de Côte d'Ivoire.
4. Enfin, les intrants, notamment reçus par l'Etat grâce aux dons, sont réintégrés dans le circuit privé après vente aux enchères aux distributeurs nationaux.

L'analyse suivante concentre sur le premier circuit, celui des « intrants-coton » proprement dits. Depuis plus de 40 ans, la distribution des intrants au Mali s'articule autour du secteur coton, autrement dit de la CMDT et de l'appel d'offres international qu'elle lance chaque année pour assurer l'approvisionnement de ses producteurs en engrais et pesticides (insecticide coton, herbicides coton et maïs, produits de traitement des semences des graines de coton et pulvérisateurs).

La BNDA (Banque Nationale de Développement Agricole) demeure la principale source de crédit des producteurs en zone rurale, elle sécurise l'ensemble de l'opération financière en adossant le crédit intrants à l'achat de la graine de coton après récolte. Ceci est rendu possible par le fait que la CMDT, encore détenue majoritairement par l'Etat, gère conjointement le transport et la distribution des intrants ainsi que l'égrenage et la commercialisation du coton-fibre et des graines.

Depuis plusieurs années, Kafo Jiginew – un large réseau de mutuelles d'épargne et de crédit – est aussi impliqué dans la filière. Ces deux structures de financements – BNDA et Kafo – sont les deux plus gros partenaires au niveau national des producteurs de la zone cotonnière.

À noter, les crédits de campagne avancés par les différents dispositifs de crédit qui ont pris le relais de la CMDT (BNDA, organisations de producteurs, institutions de microfinance) restent encore gagés sur la production cotonnière. Or, les familles qui en ont le plus besoin pratiquent essentiellement les cultures d'autoconsommation. Leur inscription aux « programmes-coton » vise donc le plus souvent à obtenir des crédits de campagne, même lorsque leur priorité n'est pas centrée sur la culture de coton. Avec l'augmentation du coût des intrants chimiques, *favoriser l'accès des paysans à la fumure organique et diversifier les modalités de crédit* apparaissent comme des enjeux de toute première importance.

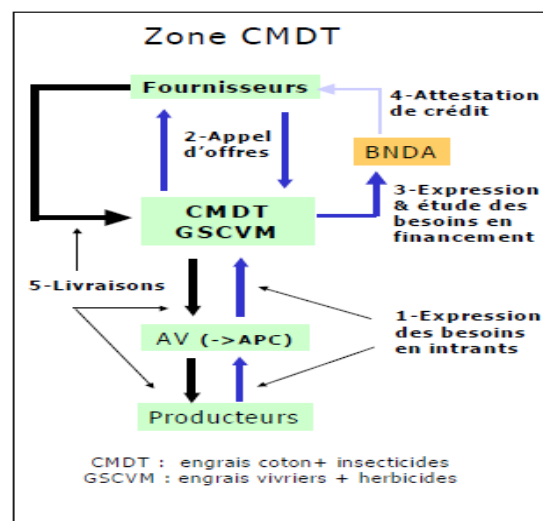
Zone CMDT

Les activités de ces deux institutions sont complétées par celles d'une entreprise parapublique, la CMDT (Compagnie malienne de développement des textiles), dont la privatisation – toujours attendue – a été repoussée à plusieurs reprises.

Le financement des intrants est généralement assuré par la BNDA et Kafo Jiginew pour les OP qui remplissent les conditions d'éligibilité au crédit bancaire, et celles non éligibles bénéficient du crédit CMDT.

Il convient de noter que le processus de développement dans les zones de production cotonnière au Mali repose sur l'établissement d'alliances entre institutions financières rurales, entreprises cotonnières / industries de l'égrenage, organisations de producteurs et autres organismes locaux, qui sont liées au coton local par des moyens secondaires (par exemple des associations de forgerons).

Schéma de financement des approvisionnements en intrants au Mali (zone CMDT)



Source : Le Marché des Intrants au Mali, Burkina Faso et Ghana, IFDC, Juillet 2004

La CMDT procède aux commandes des intrants coton comme par le passé et assure les opérations de réception et de distribution des deux types d'intrants (coton et céréales). Les documents de crédit sont établis par l'encadrement CMDT sur la base des distributions faites par les responsables des OP. Ce sont les responsables des OP qui assurent sous leur entière responsabilité la répartition des intrants entre leurs membres sous la responsabilité et l'encadrement technique de la CMDT et de l'OHVN.

Ce mécanisme connaît depuis la campagne 2003/2004 des insuffisances se traduisant par un accroissement du ratio d'endettement (de 30,71 % en 2003/2004 à 69,11 % en 2006/2007), une régression constante du taux de remboursement du crédit agricole tout confondu (de 97,38 % en 2004/5 à 65,52 % en 2006/7), et une régression du niveau

de la production (de 593 126 T en 2003/4 à 398 443 T en 2006/7). La situation jusqu'à 2007 se présente comme suit:

Campagnes Agricoles	Production Coton graine (T)	Revenus bruts coton en milliers FCFA	Crédit total exigible en milliers FCFA	Ratio d'endettement en %	% de remboursement
2006/2007	398 443	65 743 095	45 434 649	69,11	65,52
2005/2006	508 375	83 881 875	43 360 857	51,69	93,96
2004/2005	558 034	117 187 140	48 168 084	41,10	97,38
2003/2004	593 126	118 625 200	36 435 188	30,71	97,11

Source : CMDT, APCAM

Intrants « non-stratégiques »

En zone cotonnière, la privatisation en 2002 de la sous-filière intrants dits « non-stratégiques » (c'est-à-dire non-coton) a eu pour conséquences immédiates que la demande paysanne en engrais pour le maïs a été non satisfaite à hauteur de 75%. Une approche d'approvisionnement en intrant non-coton géré par les organisations de producteurs (de coton) a alors été expérimentée. Le SYCOV (Syndicat des Producteurs de Coton et Vivriers) a organisé l'appel d'offres, l'approvisionnement et le suivi des crédits correspondants avec l'appui technique de la CMDT et le soutien financier de la BNDA.

De graves problèmes d'organisation et de financement a marqué cette opération, contribuant ainsi de manière significative à la baisse de production céréalière et cotonnière pour la campagne 2002/2003. Tirant les conséquences de cette expérience, la BNDA et la CMDT ont accepté de recourir aux recettes coton pour garantir le remboursement des crédits intrants contractés par le GSCVM (Groupement des Syndicats Cotonniers et Vivriers du Mali)⁶ – une facilité qui devra nécessairement être révisée lorsque la privatisation de la CMDT sera réalisée.

Kafo Jiginew

En ce qui concerne Kafo Jiginew, le réseau a mis en place une approche s'apparentant à un système d'affacturage ou de rachat de créances en collaboration avec la CMDT. Les paysans, membres individuels des caisses, se constituent en groupes de caution solidaire de cinq exploitants et plus. Ils expriment leurs besoins à la CMDT qui, après validation, leur distribue les intrants de culture. Par la suite, Kafo Jiginew rachète les créances à la CMDT et ouvre un crédit à chaque membre qui compose le groupe de producteurs. Grâce au traitement en lot des dossiers à l'Union, cette façon de procéder accroît l'efficacité du système.

⁶ Le GSCVM fut créé en 2002 pour rassembler les quatre syndicats de producteurs existants dans la zone cotonnière et gérer l'appel d'offres

Au moment de la récolte, la société cotonnière effectue le virement des recettes à Kafo Jiginew qui les transfère dans les comptes des membres et retient le paiement des créances. Les producteurs peuvent aussi adresser leurs demandes directement à leur caisse. Cette autre approche offre l'avantage de prendre en compte l'ensemble des besoins des producteurs, puisque ceux-ci pratiquent parfois d'autres activités que la seule production de coton.

Kafo Jiginew propose à sa clientèle un compte à vue rémunéré à 3% par an et un compte à terme rémunéré à 4% par an. Mais elle octroie surtout quatre types de crédits :

1. le « crédit de campagne » répondant aux besoins des paysans durant la période de soudure (entre deux récoltes) et permettant aux artisans et commerçants de faire des avances de trésorerie ;
2. le « crédit ordinaire court » principalement destiné à financer des activités commerciales ou d'autres activités menées par les femmes ;
3. le « crédit pour l'achat d'intrants (engrais) » ;
4. le « crédit d'équipement », seul produit de crédit à plus d'un an, qui sert, entre autres, à acheter du matériel agricole et à construire ou à rénover son habitat.

À noter aussi : Kafo Jiginew prône désormais la diversification au sein de sa clientèle et de ses activités. Les gérants des caisses locales amènent donc les paysans à exercer d'autres activités porteuses que le coton. Dans le même sens, maintenant que la région cotonnière est largement couverte, Kafo Jiginew va s'étendre aux riziculteurs, aux cultivateurs de tomates, d'oignons, etc. Un partenariat se construit actuellement entre le Sexagon (Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger) et Kafo Jiginew.

Zone OHVN (Office de la Haute Vallée du Niger)

Établissement public à caractère administratif (EPA), l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) a pour tâche d'accroître les productions et la productivité du travail agricole, d'améliorer les revenus des populations vivant dans la haute vallée du Niger et de renforcer la contribution des secteurs public et privé aux services de commercialisation, de crédit et de vulgarisation.

L'OHVN est le partenaire officiel de la filière coton malienne depuis les années 1970. Les zones cotonnières (marginalisées) du nord ont été rattachées d'autorité par l'État à l'OHVN, la structure d'encadrement la plus proche. Ainsi, pour accomplir son rôle, la structure a dû bâtir un effectif de contractuels pour étoffer le dispositif de vulgarisation / conseil et d'assurer les fonctions principales liées à la filière coton. Résultat: l'Office se retrouve aujourd'hui avec plus de 200 agents contractuels recrutés et dont les salaires sont actuellement payés par la filière coton (c'est-à-dire la CMDT).

L'OHVN recevant ces intrants à partir de la CMDT, la zone connaît les mêmes structure et problèmes qu'auparavant. De plus, la structure connaît un certain nombre de contraintes spécifiques :

- les villages non organisés où le crédit se distribue au niveau individuel ont un taux de recouvrement moins élevé par rapport au crédit collectif
- le déblocage du crédit de campagne par les banques à cause du dénouement tardif du crédit antérieur par la production
- la décision des AV de s'auto approvisionner après avoir prévu les commandes OHVN
- la livraison des intrants à l'OHVN par la CMDT au prix de leur cession aux producteurs (prix CMDT généralement bas par rapport au marché).

Zone Office du Niger

L'Office du Niger est une zone de production agricole intensive, fortement centrée sur la riziculture ; le coton n'y est pas majoritaire.

III. Pratiques et perspectives

Le coton a été à la base du développement sans précédant d'institutions de finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre (épargne, demande d'investissement, support organisationnel). Mais la forte évolution du contexte suscite des interrogations sur l'adaptation des dispositifs financiers hérités du système coton. L'articulation entre accès au crédit et production cotonnière risque d'entraîner un « rationnement financier » et d'aggraver inégalités économiques et exclusion sociale dans des zones où la pauvreté rurale reste majoritaire. Une étude récente⁷ a observé que, face à ces problèmes, il s'avère nécessaire :

- d'élargir l'assise des contrats de crédit (caution solidaire en particulier),
- de diversifier les objets financés, et
- de renforcer l'accès des exploitations agricoles pour sortir de la « trappe coton ».

Affectation du crédit-intrants

En premier lieu, la caution solidaire, comme forme de garantie sociale permet à des familles n'ayant pas de patrimoine et des revenus faibles d'avoir accès à un crédit. Le problème est que, quand il s'agit de la seule forme de crédit disponible, son affectation prioritaire peut être autre que la culture de coton. En effet, soumis souvent à une période de soudure longue et difficile et des contraintes de trésorerie en début de campagne agricole, un nombre parfois important de familles préfèrent revendre les intrants reçus à travers ce système de crédit pour assurer des besoins plus urgents d'approvisionnement alimentaire au niveau familial. Revendus à la moitié de leur prix

⁷ Trajectoires des systèmes de production agricole et diversification des modes de financement des exploitations familiales dans les zones cotonnières Ouest-Africaines : Le cas du Sud Mali, François Doligez & Marc Dufumier, Février 2007

d'achat, le taux d'intérêt implicite est alors de 100 % pour une durée de quelques mois. La pratique, dissimulée sous peine d'expulsion des groupements villageois, et donc de perte de l'accès au crédit, est si étendue dans certains villages que les gros producteurs disposant de trésorerie ne s'endettent plus auprès des groupements pour acquérir les intrants, mais attendent la mise sur marché de ceux obtenus à crédit par les exploitants subissant des contraintes de trésorerie.

La question qui se pose alors est celle de savoir comment faciliter l'accès de ces familles au crédit soudure-pour réduire leurs charges financières et, au-delà, leur permettre de disposer de la fumure organique et des intrants nécessaires ?

Surendettement

Face à un système qui permet, par rapport à du crédit individuel, de diminuer les coûts de gestion pour les institutions de crédit, un autre risque est celui du surendettement. Le problème survient quand il n'existe aucune régulation de la demande et que les associations villageoises ne maîtrisent pas la gestion de la capacité d'endettement de leurs membres.

A ce titre, en août 2007, s'est tenu au Mali un atelier national sur la problématique de l'endettement des producteurs de coton et leurs organisations. Placé sous la coprésidence de l'APCAM, de la CMDT et de la BNDA, l'atelier avait pour objectif de rechercher une solution au problème de surendettement des producteurs de coton maliens et de leurs organisations. Aux termes des travaux, les recommandations ci-après ont été formulées :

- L'identification du volume de crédit ;
- Le rééchelonnement ou recouvrement au cas par cas des crédits impayés ;
- La restriction du champ d'application de la caution solidaire aux seuls producteurs qui ont fait du coton au titre de la campagne 2007/2008 ;
- La responsabilisation des Sociétés Coopératives de Producteurs de Coton (SCPC) dans les procédures internes de recensement et d'arbitrage des besoins individuels en crédit des producteurs ;
- L'implication de l'encadrement technique dans la validation des demandes de crédits selon des critères agro-techniques habituellement admis ;
- L'élaboration d'un manuel de procédure de gestion du crédit agricole ;
- La mise en place d'une centrale des risques et un fonds de garantie par les SCPC et leurs unions ;
- La mise en œuvre des procédures de commandes fermes des intrants agricoles à partir de la campagne 2008/2009 ;
- La mise en place de cercle de caution ou de garanti individuelle au sein des SCPC ;
- La mise en place d'un mécanisme de crédit pour le maïs ;
- La poursuite de la recherche de financement en vue de renforcer les capacités des responsables des SCPC ;
- L'introduction auprès de l'Etat d'une requête en vue de la prise en charge de tous les impayés.

Recommandations générales :

- L'adhésion de toutes les SCPC aux Centres de Gestion Rurale (CGR) et l'effectivité du contrôle externe des SCPC ;
- La création d'une commission de suivi de la promotion des filières de diversification des sources de revenus en zone cotonnière ;
- La traduction des recommandations de cet atelier en décisions de Direction par toutes les Structures concernées ;
- La création d'une commission de mise en œuvre des recommandations du présent atelier ;
- La reconnaissance par les commissions de la caution solidaire comme garantie du remboursement du crédit agricole accordé aux SCPC ;
- La proposition d'un schéma de diffusion des recommandations et des stratégies.

Pour la mise en œuvre de toutes ces recommandations, l'atelier a mis en place une commission composée de la CMDT, de l'OHVN, de la BNDA, de Kafo Jiginew, de l'UN-SCPC et de l'URCGR.

Composition des groupes

Un troisième risque pesant sur la caution solidaire des associations villageoises concerne leur composition. Face à l'hétérogénéité croissante des besoins de financement, la tendance peut être à la restructuration des organisations de producteurs. C'est ainsi que de nombreuses associations villageoises au Mali, par exemple, ont scissionné et ont donné lieu à la création d'associations et de coopératives de producteurs de coton (APC et CPC) plus structurées et, souvent, de taille plus restreinte. Le même mouvement a transformé les groupements villageois burkinabè en groupements de producteurs de coton. Cette transformation, qui peut s'accompagner d'un recentrage des organisations de producteurs sur un plus faible nombre d'exploitants spécialisés dans la culture de cotonnier, semble soutenue par les acteurs industriels et financiers de la filière. En effet, ces derniers, confrontés à la diminution régulière de la productivité marginale de la filière, sont désireux d'améliorer l'efficacité de sa composante productive ; mais sa contrepartie peut être d'évincer les plus petits exploitants ou les jeunes foyers en cours d'installation du système d'approvisionnement, de financement et de commercialisation articulé à la filière.

Bonnes pratiques et innovations dans le financement rural

Systèmes d'appui faïtiers

Pour surmonter certains des obstacles liés à l'absence de mécanismes internes de contrôle et de suivi au sein des petites organisations de financement rural, on peut envisager de créer une structure d'appui institutionnel de niveau supérieur pour les petites organisations de financement rural, comme par exemple un réseau ou une fédération de coopératives d'épargne et de crédit. Les pratiques d'audit et de

« benchmarking » peuvent encourager l'adhésion à des normes de transparence et de performance. De plus, certains services peuvent être offerts aux organisations adhérentes pour faciliter leur négociation de financements auprès de banques et de bailleurs de fonds, leur action de plaider en faveur de réformes politiques et juridiques, le suivi de la performance et la satisfaction des besoins de trésorerie à court terme (par exemple par un crédit de refinancement).

L'établissement d'une structure efficace et pérenne peut néanmoins s'avérer problématique. Par exemple, au Mali, il a fallu plus de 10 ans à un projet de renforcement des capacités pour bâtir la pérennité technique et financière du système des CVECA.

Identification des besoins de crédit

Qu'il s'agisse de la demande au sein des organisations de producteurs de coton, de crédit de campagne individuel ou de financement de l'équipement à moyen terme, il semble utile de travailler sur une analyse globale du crédit à l'exploitation familiale prenant en compte l'ensemble des recettes monétaires et l'ensemble des besoins d'investissement tout au long de la campagne ou des cycles d'investissement. Comme l'illustre l'expérience de la Fececam au Bénin, cette approche implique de « changer de métier » au niveau des agents de crédit et des gérants de caisses locales. Un travail de formation de ces acteurs et de constitution de référentiel au niveau des institutions s'avère indispensable pour adapter les critères d'analyse des demandes de crédit.

Une autre piste à approfondir pour accompagner la diversification est celle du couplage du crédit avec le « conseil à l'exploitation familiale » (CEF) qui se développe au Mali, au Burkina Faso, et au Bénin comme nouvelle forme d'appui-conseil auprès des exploitants agricoles. Ce couplage permettrait de dépasser le biais d'une collecte d'information directe par l'institution de crédit, d'assurer un appui à la gestion auprès des exploitants durant leur cycle d'investissement et pourrait contribuer à améliorer les conditions de viabilité des dispositifs de conseil qui se développent, pour l'instant, à titre essentiellement expérimental.

Diversification de l'offre (et des activités financées)

En termes de produits, plusieurs études prônent une diversification des modalités de prêts pour développer un « crédit soudure » pour les exploitations les plus en difficulté et soumises à la contrainte de revente des intrants. Une meilleure compréhension de la vulnérabilité des exploitations agricoles peut inciter à développer, en partenariat avec d'autres structures comme les mutuelles de santé, de nouvelles expérimentations en termes de services d'assurances.

Liste des sigles et abréviations

Burkina Faso

APIM-BF	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance du Burkina Faso
AICB	Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina Faso
ATC	Agent Technique Coton
BIB	Banque Internationale du Burkina
BCEAO	Banque des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CC	Correspondant coton
CDG/CEF	Conseil de Gestion aux exploitations agricoles
CERFITEX	Centre de Recherche et de Formation de l'Industrie Textile
CIF	Centre d'Innovation Financière
COGES	Conseil de Gestion aux groupements de producteurs de coton
DAGRIS	Développement des agro-industries du sud
DAMOF	Direction des Affaires Monétaires et Financières
DDPC	Direction du Développement de la Production Cotonnière /SOFITEX
DID	Développement International Desjardins
FCPB	Fédération des Caisses Populaires du Burkina
FENOP	Fédération Nationale des Organisations Paysannes
FENU	Fonds d'Equipeement des Nations Unies
GPC	Groupeement des Producteurs de Coton
GV	Groupeement villageois
IMF	Institution de microfinance
INERA	Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles
OP/OPC	Organisation Paysanne / Organisation de producteurs de coton
PA/FMR	Programme d'Appui au Financement du Monde Rural
PADAB	Programme d'Appui au Développement Agricole au Burkina
PA-OPA	Plan d'Actions pour l'émergence des Organisations Professionnelles Agricoles
PAP-OPC	Projet d'appui à la professionnalisation des organisations de producteurs de coton
PARMEC	Projet d'Appui à la Réglementation sur les Mutuelles d'Epargne et de Crédit
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRFC	Projet de Renforcement de la Filière Cotonnière
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
SFD	Système Financier Décentralisé / Structure de Financement Décentralisé
SNMF	Stratégie Nationale de Microfinance
SOCOMA	Société Cotonnière du Gourma
SOFITEX	Société des Fibres et Textiles du Burkina
UD/UDPC	Union Départementale /Union Départementale des Producteurs de Coton
UP/UPPC	Union provinciale/ union provinciale de producteurs de coton
UNPCB	Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso

Mali

AOPP	Association des organisations professionnelles paysannes (Mali)
AV	Association Villageoise (Mali)
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole (Mali)
CMDT	Compagnie Malienne de Développement des Textiles
CVECA	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogérée
FCRMD	Fédération des Caisses Rurales Mutualistes du Delta

FDV	Fonds de Développement Villageois
FNS	Fonds National de Solidarité
GTZ	Service de la Coopération Allemande
IER	Institut d'économie rurale (Mali)
IMF	Institution de Micro Finance
INRA	Institut national de recherche agronomique
LOA	Loi d'Orientation Agricole
OHVN	Office de la haute Vallée du Niger
ON	Office du Niger
OP	Organisation de producteurs
OPIB	Office des Périmètres Irrigués de Baguinéda
SFD	Système Financier Décentralisé
SYCOV	Syndicat des producteurs de Coton et de Vivriers (Mali)